



HAL
open science

Les paysages culturels entre tourisme, valorisation patrimoniale et émergence de nouveaux territoires

Elodie Salin

► **To cite this version:**

Elodie Salin. Les paysages culturels entre tourisme, valorisation patrimoniale et émergence de nouveaux territoires. Cahiers des Amériques Latines, 2009, 2007 / 1-2 (54 -55), pp.121 - 136. halshs-00476948

HAL Id: halshs-00476948

<https://shs.hal.science/halshs-00476948>

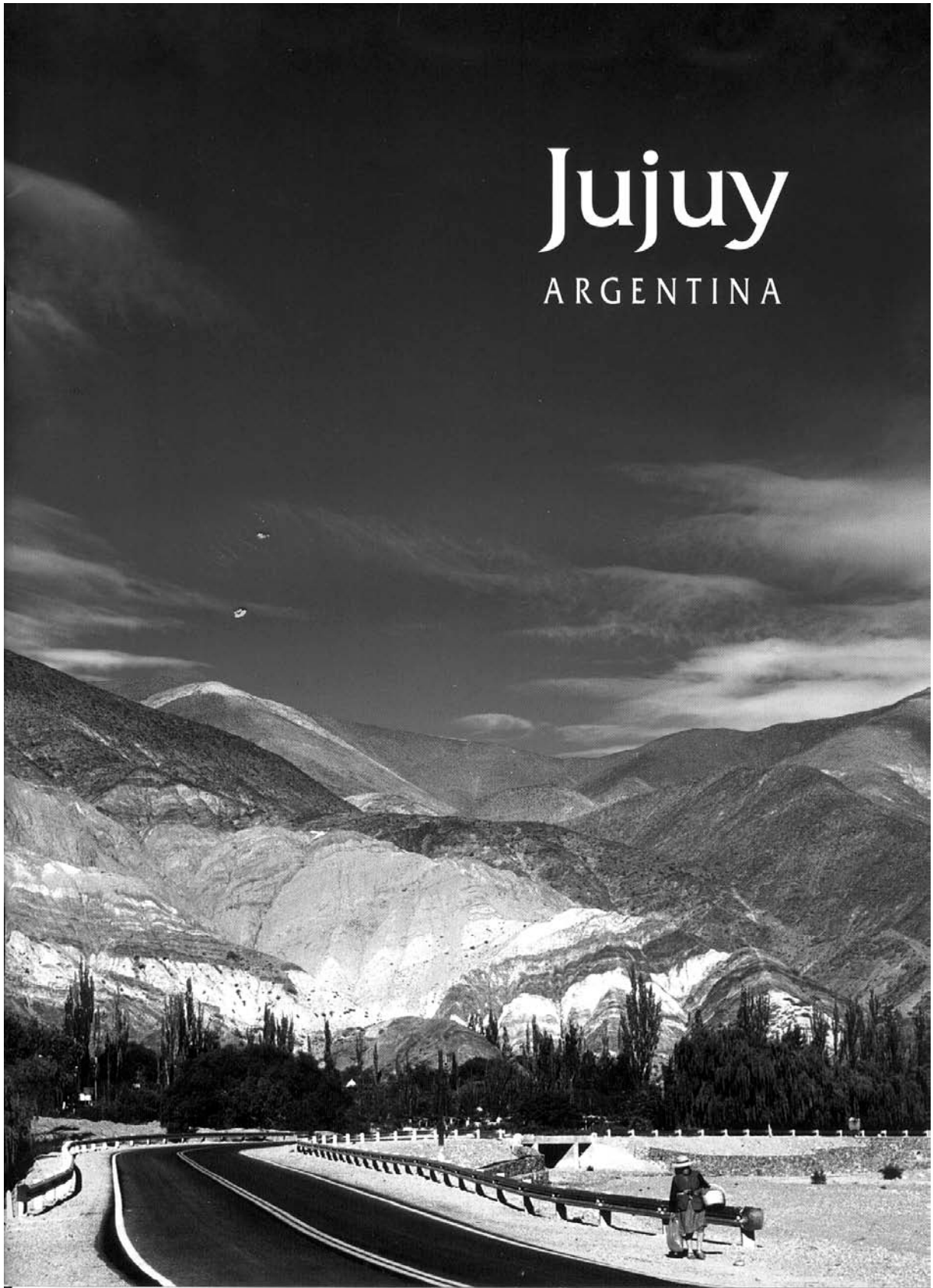
Submitted on 27 Apr 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jujuy

ARGENTINA



Point de vue de la Quebrada du Humahuaca, « Paysage culturel » sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO depuis 2003. Le paysage grandiose et coloré, la route, symbole de modernité et d'ouverture et l'indienne en costume traditionnel construisent l'image type de cette plaquette touristique du *Secretaria de Turismo y Cultura* de la Province de Jujuy. (Cliché :J. Rodriguez), www.turismo.jujuy.gov.ar

LES PAYSAGES CULTURELS ENTRE TOURISME,
VALORISATION PATRIMONIALE ET EMERGENCE DE NOUVEAUX TERRITOIRES
(ETUDE DE CAS DE LA QUEBRADA DE HUMANUACA,
NORD-OUEST ARGENTIN)

Elodie SALIN, Université du Maine, GREGUM/UMR ESO

On assiste aujourd'hui, dans le contexte de la mondialisation, à une multiplication des processus de patrimonialisation à travers la constitution d'aires protégées, réserves ou sites classés dans des pays marqués par la richesse et la beauté des paysages naturels et culturels. En Amérique latine, les statuts et les degrés de protection sont multiples et le patrimoine naturel et culturel constituent une ressource et un potentiel économique qu'il convient de valoriser. Sa protection et sa mise en valeur par le biais du tourisme ne sont pas pour autant exemptes de conflits d'acteurs. La démarche de valorisation patrimoniale et territoriale s'appuie sur les sociétés locales et leurs dynamismes économiques tout en permettant une réappropriation matérielle et symbolique de leurs patrimoines naturel, culturel et immatériel. La patrimonialisation joue donc un rôle indéniable dans la construction identitaire et territoriale et doit être accompagné par des structures de gestion qui font souvent défaut dans les pays du Sud. Elle peut néanmoins contribuer *in fine* à l'émergence de nouveaux territoires nés de la synergie entre acteurs politiques jusqu'alors peu enclin à coopérer.

Dans le cas du Nord-ouest argentin, la Quebrada de Humahuaca, située dans la Province de Jujuy est un espace qui subit un double processus de préservation des patrimoines et d'une mise en tourisme accélérée depuis quelques années. La labellisation de cette vallée qui a été classée « Paysage culturel » par l'UNESCO depuis 2003 accompagne la diversification et l'essor d'un tourisme que les autorités provinciales souhaitent avant tout durable. Nous nous interrogerons donc d'abord sur la spécificité de cette labellisation UNESCO et sur la signification des « paysages culturels » dans le contexte de la protection à l'échelle mondiale. A l'échelle locale, la question de l'impact et de l'instrumentalisation de ce label UNESCO se pose face à l'essor du tourisme et aux nouvelles synergies territoriales progressivement mises en place. Le territoire de la Quebrada de Humahuaca est aujourd'hui confrontée à plusieurs modèles de références et de gouvernance tant à l'échelle globale qu'à l'échelle locale. L'émergence de nouveaux territoires ne constituerait-il pas alors une réponse locale, négociée et compatible avec les enjeux à la fois locaux et globaux du développement durable ?

LES PAYSAGES CULTURELS OU LA VALORISATION DES TERRITOIRES PAR
L'APPROCHE PATRIMONIALE

La labellisation d'espaces fragiles et patrimoniaux est une décision prise par les instances gouvernementales. Elles voient dans le processus de classement de territoires fragiles un moyen de les protéger dans une optique environnementale et patrimoniale. L'UNESCO inscrit, sur la demande des Etats, les biens sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité et octroie un label qui devient alors un formidable outil de promotion, de reconnaissance et de visibilité au niveau international. L'UNESCO ne finance pas les Etats ou les sites classés mais donne, à l'échelle internationale, les grandes lignes directrices d'une bonne gestion (OPERATIONAL GUIDELINES, 2002) qui doivent ensuite être traduites et mises en place au niveau local et national. La reconnaissance internationale de ces sites (qu'ils soient naturels, culturels, urbains...) « d'une valeur universelle exceptionnelle » oblige les Etats et les acteurs locaux à un devoir moral de préservation et de conservation pour les générations futures (art. 4 de la Convention de 1972). L'UNESCO n'a pas prétention à « donner des recettes », mais met en garde sur les erreurs à ne pas commettre (A. BESCHAOUCH, 1999).

Ces conseils ou recommandations émanent de missions des experts de l'ICOMOS ou de l'UICN pour la décision de classement. Un suivi est normalement mis en place entre les Etats et l'UNESCO, mais reste dans les faits peu opérationnel. Les sanctions étant nulles ou peu effectives en cas de détérioration du patrimoine.

L'adoption du concept de paysage culturel par le Comité du patrimoine mondial date de 1992. On compte aujourd'hui 54 biens inscrits sous cette appellation, ce qui en fait encore une catégorie marginale dans les 644 sites inscrits dans la catégorie des biens culturels. On dénombre également en 2007, 162 biens naturels et 24 biens mixtes sur la liste de l'UNESCO. La multiplication des catégories et l'extension de la notion de patrimoine aux patrimoines immatériels (Convention de l'UNESCO de 2003) remettent progressivement en question cette classification puisque les distinctions entre patrimoine naturel, culturel, immatériel sont de moins en moins valides, les acteurs mettant généralement en avant la pluralité des valeurs des patrimoines dans un territoire classé.

Bien que la classification UNESCO soit récente, le concept de paysage culturel est déjà ancien. Le géographe américain Carl Sauer en proposa une définition en 1925 « la paysage culturel est façonné à partir du paysage naturel par un groupe culturel ». Les définitions plus récentes du paysage proposées par les géographes n'insistent pas sur la dimension culturelle du paysage puisque cette caractéristique semble être incluse de fait dans la définition même des paysages. De l'abondante littérature scientifique, nous retiendrons deux éléments caractéristiques des paysages : la perception et l'aménagement (LEVY, LUSSEAU, 2003). Le paysage est une représentation et « s'il n'est de paysage que perçu », cela induit nécessairement une multiplicité de regards et d'interprétations qui le chargent de valeurs à la fois collectives et individuelles (BRUNET, FERRAS, THERY 1993). Si la valeur d'usage le rapproche du patrimoine, en lui donnant une dimension culturelle, affective, la valeur marchande du paysage n'en est pas moins présente permettant une « fabrication » des paysages dans une perspective économique et touristique. Le paysage devient également un outil d'aménagement et la récente classification de l'UNESCO participe à ce mouvement faisant des paysages culturels une catégorie pouvant offrir des instruments opérationnels pour améliorer la définition et la protection du patrimoine.

La définition de l'UNESCO reste simple : les paysages culturels « représentent l'action combinée de l'homme et de la nature » et requièrent protection, conservation et gestion. Mais alors que l'approche du patrimoine conventionnel s'attache à l'état de conservation d'éléments particuliers, une approche du paysage culturel privilégie la conservation des processus essentiels qui ont modelé – et continuent de modeler – le caractère du paysage (ICCROM, 2003). Cette vision favorise une conception du patrimoine comme système intégré où l'on reconnaît l'importance des forces qui gouvernent la dynamique des changements. Les pratiques agricoles passées et contemporaines, les communautés locales sont alors partie prenante de la définition des paysages qualifiés de « vivants » (DECLARATION DE NEWCASTLE, 2005). La notion de paysage culturel intègre donc le patrimoine culturel et naturel, auxquels nous ajouterons la notion plus récente au niveau international de patrimoine intangible et immatériel. La récente déclaration de Newcastle intitulée « Paysages culturels, législations, gestion et participation du public : le patrimoine, défi de la citoyenneté », insiste sur plusieurs points dans les modes de gestion qui devraient être mis en place. L'exemple de l'Europe à travers la *Convention européenne des paysages 2000* est cité en exemple pour les autres régions du monde. L'importance accordée au concept d'authenticité dans la définition des paysages, à la prise en compte des modes de vie des populations autochtones, ainsi qu'à leur intégration dans la définition des paysages et des plans de gestion est soulignée de manière très explicite : « Les gouvernements nationaux, régionaux et locaux devraient avoir l'obligation d'engager un dialogue avec les populations autochtones et les communautés locales pour traiter de la protection des biens culturels traditionnels, à travers la législation, les

règlements et les rapports de coopération ; (...) pour que la gestion des paysages culturels ne résulte pas en la spoliation des populations locales (...) ».(Ibid.). La dimension touristique est également prise en compte en recommandant les principes de l'ICOMOS sur le tourisme culturel (1999) et le Code mondial d'éthique du tourisme de l'OMC (1999).

La question de la mise en tourisme de ces hauts lieux du patrimoine mondial reste néanmoins de première importance et fait partie des objectifs avoués des gouvernements nationaux et locaux qui parient sur cette manne économique pour le développement de leur région. En effet, si pour les sites déjà fréquentés, le classement UNESCO ne fait que valider une situation déjà établie, dans les autres cas, la labellisation agit comme un catalyseur et entraîne un afflux de touristes, un bouleversement des structures socio-économiques qu'il convient de gérer au mieux. La relation entre tourisme et patrimoine est quasi systématique même si elle naît d'une contradiction intrinsèque entre préservation et valorisation, contradiction encore présente dans les discours des défenseurs de l'intégrité du patrimoine culturel et de la nature. Cette contradiction est en partie résolue, au niveau des discours, dans l'approche par le développement durable. Ceci a donné naissance au concept de tourisme durable censé concilier l'ouverture des sites et la préservation de l'authenticité.

Comment les différents acteurs en présence tant au niveau global qu'au niveau local peuvent-ils alors s'entendre sur une démarche cohérente au regard de l'extrême diversité des représentations du patrimoine, de l'élasticité du concept de développement durable et des enjeux identitaires mais aussi économiques qui résultent de ces processus de mise en tourisme et de patrimonialisation ?

Dans les pays du Sud, les enjeux identitaires inhérents à la notion de patrimoine mettent aussi en avant les revendications des communautés indigènes. Celles-ci, au-delà du risque réel d'être marginalisées et spoliées de leurs territoires voire de leur identité, sont également au cœur de processus d'appropriation. Les communautés indigènes se positionnent comme interlocuteurs privilégiés des instances internationales et peuvent instrumentaliser la notion de patrimoine dans leurs revendications foncières.

Ces processus de patrimonialisation et de ré-interprétation des identités indigènes révèlent la complexité de la notion de patrimoine et le brouillage de certains concepts que l'on croyait définis. Le qualificatif « de l'humanité » suscite par exemple des réactions opposées comme la fierté ou au contraire le sentiment de dépossession et le rejet. Les confusions entre le classement (et donc l'impact) et la notion de patrimoine sont courantes et peuvent entraîner, comme dans le cas de la Quebrada de Humahuaca dans le nord-ouest argentin, une véritable opposition teintée de nostalgie par rapport à « l'avant » classement. Cette opposition locale traduit une crainte face aux changements sur le territoire. La mise en tourisme et l'afflux de visiteurs de plus en plus nombreux bouleversent les modes de vie traditionnels et font peser une menace sur les terres de plus en plus convoitées. La mise en tourisme induit également un renouvellement des acteurs économiques.

Mais face à cette crainte et sans doute à cause d'elle, les processus de patrimonialisation et de mise en tourisme sont refondateurs d'une identité territoriale. Cette identité territoriale, aux dimensions multiples doit être comprise comme une valeur partagée relative à un espace produit, vécu et perçu. Le cas de la Quebrada de Humahuaca nous permet de saisir concrètement les enjeux de l'émergence d'une nouvelle territorialité portée par la récente labellisation de l'UNESCO comme paysage culturel.

LA QUEBRADA DE HUMAHUACA, UN MODELE DE BONNE GOUVERNANCE ?

La Quebrada de Humahuaca est le troisième site classé paysage culturel en Amérique latine après les plantations de café et de tabac de Cuba. Les sites inscrits en tant que paysages culturels se situent à 60 % en Europe. Les caractéristiques de ces sites sont diverses : routes,

chemins de pèlerinages, vallées culturelles et agricoles, paysages agricoles spécifiques (rizières, terrasses, paysages viticoles...), lieux sacrés (montagnes, forêts...), jardins ou même paysages industriels. Ces sites combinent le plus souvent paysages ruraux et urbains et sont pour certains très étendus (Vallée de la Loire en France). Le site argentin labellisé en 2003 s'inscrit en précurseur par rapport au continent sud-américain. Les politiques de rééquilibrage connues sous le nom de *Stratégie globale* pointent du doigt la sous-représentation de certains continents. La Quebrada s'inscrit également dans un projet plus vaste d'itinéraire culturel à travers le projet du Chemin de l'Inca faisant participer six pays andins. Mais comme beaucoup de sites d'importance, la Quebrada avait été auparavant l'objet de plusieurs mesures de protection à l'échelle nationale (1913, les sites archéologiques sont déclarés « Biens d'intérêt scientifiques », puis « Monuments historiques nationaux » en 2000. La Quebrada dans son ensemble est « Lieu d'intérêt national » en 1993...).

La Quebrada de Humahuaca, située dans la Province de Jujuy, est une longue et étroite vallée creusée par le Rio Grande s'étirant sur quelque 149 kilomètres de long. Flanquée de hautes chaînes montagneuses, la Quebrada de Humahuaca présente des richesses remarquables au niveau des paysages (formations géologiques) et de son histoire. Lieu de passage depuis près de 10 000 ans, elle intègre un grand nombre de sites archéologiques pré incaïques et incaïques. Une multitude de sites de peuplement témoignent de son importance comme voie essentielle reliant plusieurs écosystèmes andins ou subandins et comme lieu d'exploitation agricole majeur depuis l'époque pré incaïque jusqu'à aujourd'hui.

Le périmètre classé de la Quebrada de Humahuaca fait apparaître deux zones. La première zone, qui correspond au périmètre classé « Paysage culturel » en fond de vallée, inclut les sites et les monuments. Elle est divisée en 9 communes qui s'organisent autour de petites villes et villages le long du fleuve. La deuxième zone est une zone d'amortissement assimilable aux zones tampons des réserves plus classiques (Réserve de biosphère) qui incorpore des communautés indigènes éparses et des aires naturelles protégées (faune, cactus). La population (32 000 habitants dont 46 % de population urbaine) se concentre essentiellement dans les neuf localités urbaines qui s'égrènent en fond de vallée.

Les fonds de vallées fertiles de la Quebrada de Humahuaca et des vallées adjacentes sont cultivés depuis des siècles par de petits propriétaires, excepté au Nord et au Sud. Les cultures commerciales destinées aux marchés urbains, en particulier l'horticulture et l'arboriculture, se sont progressivement substituées dans les années 1940 aux cultures de fourrages et de céréales. L'alternance entre cultures commerciales (60 % des surfaces cultivables plantées en fleurs et légumes en 1990) et cultures vivrières (maïs, pommes de terres...) constitue les paysages traditionnels de la Quebrada. L'intensification de l'usage de la terre, l'utilisation de fertilisants et de serres rendent certaines cultures très rentables alors que d'autres émergent par le biais de coopératives agricoles dynamiques (Coopérative *Cauqueva*), comme les pommes de terres andines traditionnellement cultivées sur les hauts plateaux andins.

La fermeture des mines situées sur la Puna, au nord de la Quebrada ainsi que la fermeture de la ligne de chemin de fer qui courrait le long de la Quebrada depuis le début du XX^e siècle a provoqué, dans la dernière décennie du siècle passé, un afflux de main d'œuvre dans le secteur agricole et le rachat de petites parcelles par les nouveaux arrivants. Le nombre d'agriculteurs est par conséquent en augmentation posant le problème de la gestion de l'espace cultivable et du bétail, en particulier à cause des chèvres accusées de favoriser l'érosion et d'augmenter les risques d'inondation.

Les activités agricoles et d'élevage sont donc essentielles pour comprendre les paysages de la Quebrada de Humahuaca, paysages vivants, qui conservent un rôle actif dans la société contemporaine en étant étroitement associé aux modes de vie traditionnels, aux fêtes et aux traditions nombreuses dans la Quebrada. Les menaces et les atteintes récentes à l'intégrité de ce paysage sont nombreuses et permettent de comprendre la mobilisation en faveur d'un

classement international : construction de nouvelles infrastructures énergétiques comme un gazoduc, des lignes électriques, pression foncière agricole et urbaine...

La présence de plusieurs communautés indigènes andines fait de la Province de Jujuy une des principales régions à peuplement indigène de l'Argentine. La participation de ces communautés indigènes dans le processus de classement du site a été une des clés de la réussite de la première phase du processus. En effet, l'exemple de la Quebrada est présenté par les responsables de l'UNESCO comme un modèle de référence pour la démarche participative dans les processus de consultation pour la protection des patrimoines lors de l'étude de pré-classement.

Pour mener à bien cette première phase, des organes de consultation ont été créés sur la base du volontariat en intégrant les habitants des différents villages. Ces neuf « commissions de sites » composées de 6 membres élus pour 3 ans, ont été investies d'une fonction consultative afin de faire des propositions sur les enjeux et les modalités de protection et de valorisation des patrimoines. Les équipes provinciales chargées du plan de gestion, rattachées au Secrétariat du Tourisme et de la Culture, ont effectué un véritable travail de terrain, par le biais d'ateliers et d'échanges, afin de rendre la participation de ces représentants de la société civile effective. Ceci n'a d'ailleurs pas été sans l'opposition des municipalités qui ont été mises à l'écart et se sont senties dépossédées de leurs pouvoirs en tant que représentants élus. C'est sans doute ce hiatus initial qui a fait que les commissions ont surtout été sollicitées avant et au moment de la déclaration de l'UNESCO, ainsi que pour organiser la venue de la délégation qui allait avaliser le classement en 2003. Chapeautées directement par le Secrétariat du Tourisme et de la Culture de la Province, elles ne jouent aujourd'hui qu'un rôle mineur dans la mise en place d'un plan de gestion toujours en attente.

Une labellisation de ce type intervient comme un point de rupture dans les équilibres socio-économiques, dans les mentalités, dans les perceptions et l'utilisation des territoires. Les instances internationales prônent dans leurs discours la mise en place d'une bonne gouvernance afin de permettre une gestion participative et une concertation à l'échelle locale. Nous avons pu observer la prégnance de ces discours dans le cas du Nord-ouest argentin et les applications concrètes que cela suppose. L'implication des habitants est alors un moyen de légitimer une action « venue d'en haut », initiée au départ par des personnalités politiques aux ambitions nationales. Grâce à un retournement conceptuel, un renversement de perspective, le patrimoine, sa valorisation et sa protection ne sont plus le fait d'une action étatique ou supra-étatique comme ce fut le cas dans bon nombre de villes et de sites aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, mais bien le fait d'un processus qui partirait de la base pour remonter vers le haut. Les Commissions de Sites sont mises en avant par l'ICOMOS et l'UNESCO comme un élément essentiel dans ce processus et elles ont contribué effectivement à diffuser l'information et les débats sur ce classement auprès des populations locales soulevant par exemple la nécessité d'un programme éducatif liés à la connaissances des patrimoines et de l'histoire locale.

Mais aujourd'hui, elles ne fonctionnent pas toutes avec le même dynamisme. Dans plusieurs lieux, les mécanismes de la gouvernance s'essouffent faute d'engagement personnel et d'un réel pouvoir de décision, ne constituant bien souvent qu'un contre-pouvoir face aux municipalités. Les enjeux se déplacent également de la protection du patrimoine et de sa mise en valeur vers celui de la mise en tourisme des lieux. Que ce soit aux échelles nationale, provinciale ou locale, les enjeux du tourisme et ses retombées économiques et foncières dominant et aiguisent les appétits.

LE TOURISME COMME CLE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Au regard des richesses patrimoniales de ce territoire, il est logique que le tourisme offre aujourd'hui un débouché majeur pour les habitants de la Quebrada. L'ancienneté de ce site comme lieu de villégiature pour les classes aisées de la Province remonte à la première moitié du 20^{ème} siècle. Aujourd'hui, avec plus d'un million de nuitées pour l'année 2005 dans la Province de Jujuy et une augmentation du nombre des visiteurs de 50 % pour la zone de 2002 à 2005, la région entend mettre en avant, grâce à des plans de développement touristique, son produit phare, la Quebrada de Humahuaca. L'effet d'entraînement sur les autres écosystèmes de la Province est clairement précisé dans le récent « Plan de développement touristique durable pour la Province de Jujuy » réalisé par un cabinet de consultants privés (PLAN HORWATH, 2006). Les objectifs sont de faire de Jujuy « une destination de référence dans le Nord-ouest argentin en misant sur la participation des communautés et le renforcement de l'identité culturelle jujénienne ».

Arrivée des touristes dans la Quebrada et dans la Province de Jujuy

	2002	2003	2004	2005
Quebrada	72 284	81 990	91 962	108 970
Jujuy (Province)	271 473	324 540	345 881	356 303

Sources : Secrétariat au tourisme de la Province de Jujuy.

L'analyse statistique des données touristiques de la Province de Jujuy montre une hausse constante du nombre de visiteurs. En 2005 la Province de Jujuy (qui se divisent en 4 zones : la Quebrada, les Vallées, la Puna et les Yungas) a enregistré un nombre de 356 303 visiteurs contre 271 473 en 2002 soit une augmentation de 31 % entre les deux dates. La saison la plus fréquentée est l'hiver (juillet et août) ainsi que les mois de janvier et février (grandes vacances d'été). L'occupation hôtelière est passée de 27 % en 2002 à 53 % en 2005 pour une capacité de 5 626 lits. Le profil des touristes visitant la Province de Jujuy a très peu évolué depuis 2001. En 2005, 68 % des visiteurs venaient pour la première fois à Jujuy et 88 % d'entre eux étaient argentins (originaires de Buenos Aires, Cordoba et Santa Fe pour la majorité). La durée moyenne du séjour dans la Province est de trois jours et la zone la plus visitée reste la Quebrada qui voit près de 84 % de l'ensemble des touristes la parcourir.

Les chiffres montrent également qu'entre 2002 et 2005, la Quebrada de Humahuaca a enregistré une augmentation de 50 % du nombre de visiteurs passant de 72 284 à 108 970 visiteurs par an (chiffres SECTUR, 2006). La dévaluation du pesos argentin, suite à la crise de 2001-2002, explique en partie la hausse des visiteurs étrangers (européens mais aussi Brésiliens...) et le retour de l'Argentine comme destination accessible financièrement. Parmi les touristes étrangers qui visitent les lieux, on note une surreprésentation de Français (21,79 % en juillet et août 2006), suivi par les Espagnols et les Allemands (20,54 et 7,86 %). À ces chiffres, il faut ajouter le nombre d'excursionnistes qui visitent la Quebrada pour la journée depuis la Province de Salta. Les opérateurs proposant des tours incluant une journée rapide dans cette zone sont très nombreux et ils évitent la ville de Jujuy pour se diriger rapidement dans la Quebrada jusqu'au village d'Humahuaca où les touristes déjeunent avant de faire demi-tour. Cette activité s'est développée depuis les années 1970 à partir de la Capitale provinciale « concurrente » de Salta.

La récente évolution de flux touristiques dans la Quebrada tend à montrer qu'il s'agit du secteur économique le plus dynamique et le plus porteur pour le développement local. Les conséquences sont de plusieurs ordres. D'une part, l'arrivée de professionnels du tourisme extérieurs à la zone tend à augmenter rapidement, renforçant la capacité d'accueil de la Quebrada mais attisant en contre partie la rancœur de certains locaux qui assimilent ce processus à une véritable « invasion ». D'autre part, cette pression touristique accrue a

nécessairement des répercussions environnementales et urbaines sur le fragile écosystème de la Quebrada. Une des menaces les plus visibles concerne les zones urbaines qui sont peu ou mal protégées et voient, dans le cas du village de Purmamarca, une urbanisation à vocation touristique s'intensifier par mitage, le long des axes de communication et à proximité des hauts lieux de visites (collines des sept couleurs). Parmi les menaces moins visibles, celle pesant sur le patrimoine archéologique apparaît comme réellement préoccupante. Les sites archéologiques nombreux de la Quebrada (Pucara, peintures rupestres...), mis à part le Pucara de Tilcara, ne sont pas gardés ni préparés à l'arrivée des touristes. La visite de ces lieux fragiles, si elle se fait sans guide, est alors propice aux pillages et aux dégradations diverses. Le site rupestre d'Inca Cueva a ainsi été couvert de graffitis par des groupes scolaires peu soucieux du patrimoine archéologique qui y séjournaient régulièrement. La question de l'absence d'encadrement des touristes, de la non-sensibilisation des populations locales et du signalement de ces sites sur des cartes ou sur la route se pose dans le cadre plus large de la non-application des mesures (et des lois) de protection du patrimoine archéologique.

Parallèlement à l'arrivée de nombreux acteurs privés extérieurs à la zone (venant des villes du Nord-ouest ou de Buenos Aires) qui investissent fortement dans les activités touristiques, les perspectives induites par l'essor du tourisme et la valorisation foncière dans la Quebrada de Humahuaca ont avivé d'autres convoitises. Le mouvement de revendication des droits ancestraux sur la propriété des terres par les populations indigènes s'inscrit également dans la perspective d'une nouvelle manne touristique. Ceci engendre dans la Quebrada et ailleurs des conflits liés à la propriété des terres, qui apparaissent relativement moins problématiques dans cet espace comparé à la zone des Yungas voisine, classée Réserve de Biosphère par l'UNESCO.

Parallèlement les communautés indigènes sont en grande partie ouvertes à une forme de tourisme solidaire et communautaire. La récente création d'un département pour le tourisme rural communautaire au sein du Secrétariat au Tourisme en témoigne, ainsi que de beaux projets de circuits ou d'auberges dans des zones rurales peu accessibles. La route du Sel retraçant les voyages des anciennes caravanes des villages de la Quebrada jusqu'aux Salines de la Puna, en altitude, offrent un trek difficile et culturellement émouvant pour les visiteurs désireux sortir des sentiers battus. Ce projet est entièrement porté par la communauté indigène d'Hornaditas qui en a eu l'initiative et entre dans une démarche de recherche des valeurs identitaires ancestrales en partie oubliées mais s'inscrivant dans une prise de conscience forte pour le patrimoine immatériel. Mais au-delà de cette reconquête identitaire réussie, dans beaucoup de cas, les efforts pour acquérir une structure d'accueil correcte et assurer une diffusion de l'information plus ample sont à poursuivre, grâce à l'aide d'ONG. Les communautés indigènes qui désirent s'investir dans le tourisme rural manquent encore de formation, de savoir-faire, de financement et d'appui pour se constituer en réseau et réaliser leurs projets.

Face à l'ensemble des projets touristiques, communautaires et ruraux, urbains et de plus haut standing, la question foncière devient une question cruciale pour comprendre les récentes évolutions. Le territoire de la Quebrada apparaît aujourd'hui en effervescence et s'articule d'une part entre logique d'accaparement (revendications indigènes), lois du marché immobilier (vente des terrains privés et de lots urbains, augmentation des prix du foncier) et logiques spéculatives (hausse des loyers en zone urbaine touristique, départ des habitants les plus pauvres, spéculation foncière). Ceci s'accompagne également de manière positive par une valorisation des patrimoines bâtis contrebalancée par un étalement urbain non contrôlé à la périphérie des villes et villages... La pression foncière amplifiée par l'essor du tourisme nécessite de traiter de manière urgente d'autres questions comme la collecte et le traitement des déchets, la gestion de l'eau et le problème de l'érosion et de la pollution des sols.

Les acteurs locaux et plus particulièrement les communes de la Quebrada, avec l'appui de la Province, tentent de s'organiser pour répondre à ces enjeux. C'est ainsi que l'on voit émerger plusieurs projets de territoires aux objectifs clairement définis : la gestion et le ramassage des déchets, la gestion de l'eau et le tourisme.

VERS L'EMERGENCE DE NOUVEAUX TERRITOIRES

Les commissions de sites, déterminantes dans la première définition de la gouvernance lors de la postulation de l'UNESCO, sont aujourd'hui affaiblies au regard des initiatives des municipalités qui s'organisent progressivement en intercommunalités sur le modèle français. La coopération technique française appuie depuis 2003 les projets de création d'intercommunalité en Argentine dans le but de dynamiser le développement local par le biais de la coopération décentralisée. L'expérience menée dans la Quebrada du Humahuaca est, au départ, indépendante de la labellisation UNESCO. Elle a abouti à la création d'une première intercommunalité, Amoq Pacha, regroupant les trois premières villes de la Quebrada (Volcan, Tumbaya, Purmamarca). L'objectif était d'organiser la collecte, le traitement des déchets et de sensibiliser les habitants au tri sélectif. La volonté des maires et intendants des communes de la Quebrada (à l'exception de la commune de Tilcara composé d'élus radicaux) de se fédérer autour de projets communs est aujourd'hui soutenue par plusieurs acteurs : la Province, le *Foro de intendantes* (association des maires de la Province, parti justicialiste) et la coopération française. La future intercommunalité regroupant huit des neuf communes de la Quebrada portera le nom « d'Alta Cuenca del Rio Grande ». Elle reprend les objectifs d'Amoq Pacha pour la gestion des déchets et propose d'élargir son action à deux autres priorités :

- La gestion de l'eau dans le bassin versant du Rio Grande afin de préserver les ressources et de gérer les inondations.

- Le tourisme, afin de favoriser une meilleure organisation à l'échelle du territoire, de définir conjointement des produits touristiques et de promouvoir la formation des professionnels du tourisme dans la zone.

Les communes qui avaient jusqu'alors des attitudes individualistes, voire concurrentes, semblent se ranger derrière l'intérêt commun et la nécessité de s'organiser à l'échelle du territoire tel qu'il a été défini par la postulation de l'UNESCO. Mais ceci s'est fait progressivement et indépendamment du classement qui privilégiait les représentants de la société civile. Les deux processus se sont amorcés consécutivement et l'actuelle volonté de faire émerger des territoires de gestion communs résulte en partie de la labellisation UNESCO. L'objectif est d'ailleurs de répondre aux recommandations de l'ICOMOS quant aux risques encourus par le site tant au niveau touristique que des problèmes du contrôle et de la préservation des ressources d'eau. En 2007, la question de la gouvernance de l'eau semble intéresser au plus haut point les acteurs locaux qui restent aujourd'hui dans l'attente d'une aide pour définir le périmètre et la structure la plus pertinente afin de mener à bien ce projet. Les questions du manque de financements se posent également et expliquent les synergies actuelles pour en trouver, surtout lorsque l'on compare la Quebrada à la zone voisine des Yungas, classée Réserve de Biosphère et fortement dotée en financements internationaux, mais où aucun projet de territoire ne parvient à émerger.

Les projets de territoires emboîtés tendent à correspondre de plus en plus au périmètre classé par l'UNESCO. La Quebrada, qui ne constituait pas réellement un référent identitaire commun pour les habitants de la zone avant le projet de classement, tend à devenir un territoire homogène à la fois vécu et perçu comme tel par les habitants et les visiteurs et pris en compte comme une entité de référence dans les futurs projets de gestion. Un des changements majeurs depuis la labellisation du territoire est sans doute cette consolidation

d'un sentiment identitaire commun qui se traduit par des dynamiques centripètes, positives et locales de la part des différents acteurs.

CONCLUSION

La Quebrada de Humahuaca, paysage culturel de l'UNESCO depuis 2003, est devenue en quelques années une véritable épine dorsale structurante tant au niveau culturel et identitaire, qu'économique et touristique à l'échelle de la Province de Jujuy et à l'échelle du Nord-ouest argentin (NOA). Route empruntée depuis des millénaires, elle continue d'être un point de passage pour les voyageurs et les marchandises à destination ou en provenance du Chili (Paso de Jama) et de la Bolivie. L'importance de cet axe, proche des frontières, et amené à jouer un rôle essentiel dans la structuration des offres touristiques du NOA ne doit pas faire oublier les menaces en termes de protection des patrimoines qui pèse sur ce territoire. L'ensemble de ces menaces est néanmoins bien pris en compte dans la Quebrada, comparativement à d'autres espaces protégés sud-américains pris au piège de conflits d'acteurs et incapables de faire émerger de véritables projets de territoires structurants. La valorisation territoriale et patrimoniale a ici le double avantage d'être peu conflictuelle et de s'appuyer sur des logiques et des synergies locales. L'enjeu majeur, bien identifié par les acteurs publics et privés, serait alors de concilier les logiques de protection et de valorisation patrimoniales avec le développement d'un tourisme respectueux des identités locales et conciliable avec les enjeux du développement durable.

Bibliographie

- Beschauouche, A., 1999, « Patrimoine, sites, tourisme : de quelques contradictions », in ICOMOS, 1999, *Accueil, aménagement et gestion dans les grands sites*, Les cahiers de la section française de l'ICOMOS, Arles.
- Déclaration de Newcastle, 2005, « *Paysages culturels, législation, gestion et participation du public : le patrimoine, défi de la citoyenneté* », Xe Séminaire international Forum UNESCO "Université et Patrimoine », http://universidadypatrimonio.net/fra/red_forum_unesco/resoluciones/doc/2005Newcastle_fra.pdf
- Fellner, L. (coord.), 2002, *Quebrada de Humahuaca, Un Itinerario Cultural de 10. 000 Años*, Propuesta para la Inscripción a la Lista de Patrimonio Mundial de la UNESCO, Provincia de Jujuy, República Argentina.
- Horwath Argentina, Gobierno provincial de Jujuy, 2006, *Plan de Desarrollo Turístico Sustentable para la Provincia de Jujuy*.
- ICCROM, 2003, "Le défi des paysages culturels", Chronique 29, Juin 2003, p. 23.
- Lazzarotti, O., 2000, « Patrimoine et tourisme : un couple de la mondialisation », Mappemonde 57.
- Reboratti, C. (dir.), 2003, *La Quebrada, Geografía, historia y ecología de la Quebrada de Humahuaca*, Editorial La Colmena, Buenos Aires.
- UNESCO, 1972, *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, Paris.
- UNESCO, site internet du centre du *Patrimoine mondial* : <http://whc.unesco.org>
- UNESCO, 2005, *Operational guidelines*, <http://whc.unesco.org/fr/orientations>

Résumé :

La Quebrada de Humahuaca, située dans la Province de Jujuy (Nord-ouest argentin, NOA), est un espace qui a été classé « Paysage culturel » par l'UNESCO en 2003. Cette labellisation accompagne une mise en tourisme et une prise de conscience pour la préservation et la valorisation des patrimoines. Les aménités du territoire et son attractivité touristique rendent urgente la mise en place de structures de gestion afin de fédérer les acteurs face aux risques environnementaux et face au développement incontrôlé du tourisme. L'émergence de nouveaux territoires, sur des bases locales de bonne gouvernance, peut alors être perçue comme une évolution positive capable de concilier les exigences du développement durable et les dynamiques économiques actuelles.

Abstract :

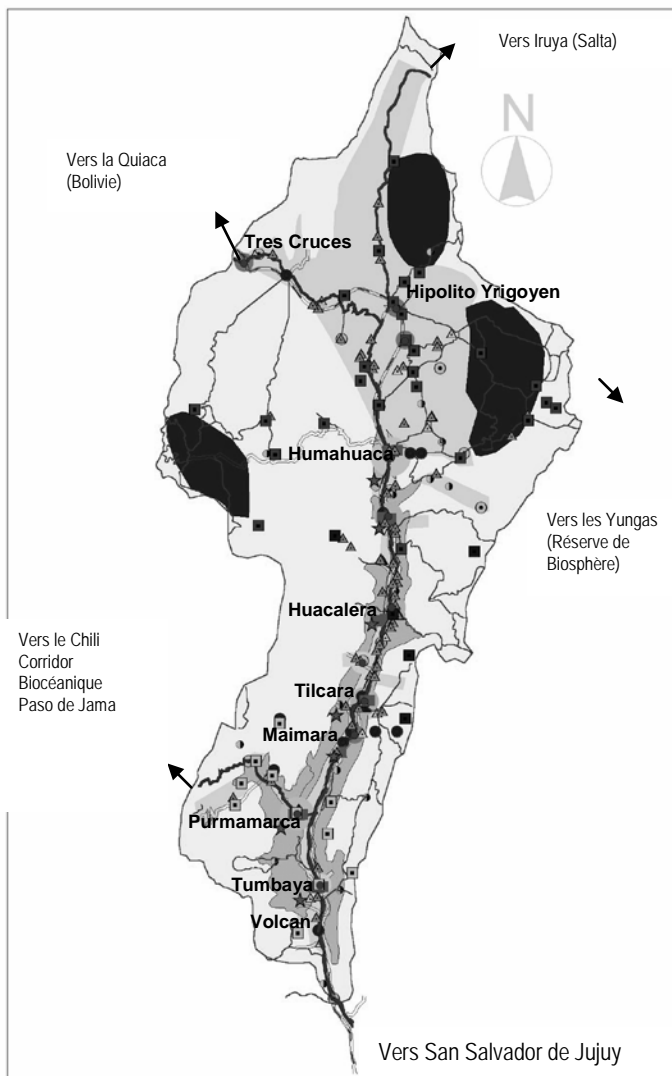
The Quebrada of Humahuaca, in Jujuy Province (NOA), was classified "Cultural landscape" in 2003 by the UNESCO. This labelization go with a opening to tourism and an awareness for the patrimonial preservation and valorisation. Territory amenities and tourist attractiveness urging the administrative process in order to gather the participants in front of environmental risk and uncontrolled tourism development. Emergency of new territories, on local base of good governance, may be perceived as a positive evolution competent to agree sustainable development and actual economic dynamics.

Resumen

La Quebrada de Humahuaca, en la Provincia de Jujuy (NOA), fue declarada "paisaje cultural" por la UNESCO en 2003. Esta clasificación acompaña un proceso de desarrollo del turismo y una toma de consciencia para la preservación y la valorización de los patrimonios. Los atributos del territorio y su atractividad turística pone de urgencia la elaboración de estructuras de gestión para conciliar los actores del territorio frente a los riesgos ambientales y el desarrollo incontrolado del turismo. La aparición de nuevos territorios, sobre bases locales, puede estar percibida como una evolución positiva capaz de conciliar las exigencias del desarrollo sustentable y las dinámicas actuales.

Quebrada de Humahuaca

(Source : Proposition pour l'UNESCO (Province de Jujuy, 2001)



LEGENDE

- Zone proposée
- Zone tampon
- Localités - villages
- PATRIMOINE NATUREL**
- ▲ Géologique
- ⊙ Bioécologique
- Zone de protection (faune)
- Zone de protection (cactus)

PATRIMOINE CULTUREL

- Sites pré-hispaniques**
- ▲ Pucaras et sites archéologiques

Caminos del Inca (non représentés)

- INCA
- QUEBRADA DE CALETE
- QUEBRADA DE YACORAITE

Sites hispaniques

- Sites hispaniques
- Caminos Hispánicos (non représentés)
- CAMINO REAL EXISTENTE
- ANTIGUA TRAZA DEL CAMINO REAL

Sites républicains

- Sites républicains
- Chemins républicains**
- Voie ferrée - General Belgrano
- Route nationale
- Route provinciale
- Chemin

Monuments

- ▲ Sites et monuments nationaux et provinciaux

PATRIMOINE IMMATERIEL

Fêtes

- 11
- 12
- 13
- 14
- 17

Artisanat

- ★ Lieu de production d'artisanat

Communautés indigènes

- du département de Humahuaca
- du département de Tilcara
- du département de Tumbaya

